35 PERSONNES ARRÊTÉES

Vendredi d'émeute à Ksar-El-Boukhari

Après les émeutes qui ont éclaté vendredi soir dans la ville de Ksar-El-Boukhari, à 40 km au sud de Médéa, le calme est revenu hier, mais la population continue à demander la libération des 35 personnes arrêtées.

Ces émeutes ont éclaté juste après la sortie des supporters du stade de la ville où un match opposant l'équipe de Ksar-El-Boukhari à celle de Boufarik a eu lieu et qui s'est terminé par la victoire de l'équipe locale. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté leur colère en raison de leurs conditions de vie qui durent depuis des années.

Toutefois, apprend-on auprès de la population locale, ces émeutes font suite à la réaction de certains habitants d'un quartier de la ville, quand un policier voulant prendre la défense d'une jeune fille du même quartier il y a 15 jours environ, a été agressé par des jeunes qui l'auraient agressé après une prise de bec quelque peu violente. Ce dernier a fait appel à un renfort dont l'intervention s'est soldée par l'arrestation de deux personnes. Présentés devant la justice, les deux mis en cause ont été condamnés à deux ans de prison ferme. Cette condamnation, ajoutée à la décision de fermeture par l'APC d'un marché informel situé sur une route principale, a suscité un climat de mécontentement qui a engendré des manifestations de protestation. Ainsi, les émeutiers, qui se sont d'abord attaqués à des policiers, ont saccagé le siège de la Casnos, une école, des cabines téléphoniques et même des magasins. Il a fallu l'intervention des services de sécurité pour rétablir le calme, en arrêtant plus d'une trentaine de personnes.

Il est à noter que la ville de Ksar-El-Boukhari connaît un fort de taux de chômage dont certains l'évaluent à 35 %. Aussi, c'est la ville, dit-on, où l'on se marie le moins. Selon des habitants de Ksar-El-Boukhari, c'est dans leur ville où le nombre de célibataires est le plus élevé. Cette situation est due à l'absence de postes de travail d'autant que la région est connue pour être une zone où l'activité industrielle est très réduite.

Les jeunes, pour subvenir à leurs besoins, s'adonnaient au commerce informel, aujourd'hui interdit par une décision des autorités locales.

M. B.

TIZI-OUZOU

Des bombes sur la route

Trois jours après avoir désamorcé une bombe et fait exploser une autre tout près du village Tifrit, à quelques encablures de la commune d'Akerrou, une cinquantaine de kilomètres environ à l'est de Tizi-Ouzou, où une camionnette chargée de produits destinés apparemment à la fabrication d'engins explosifs avait été abandonnée, les artificiers de l'armée ont été de nouveau, hier matin, mis à rude contribution, toujours à l'est de Tizi-Ouzou. En effet, c'est un citoyen qui donna l'alerte après avoir découvert trois engins explosifs dissimulés sur le bas-côté de la route près du cimetière de Taguersaft, un village entre Fréha et Aghribs. Une découverte qui contraignit les militaires de fermer la route pendant près de deux heures, le temps de désamorcer les trois bombes.

Heureusement, donc que ce citoyen a alerté les militaires à temps, parce que, selon une source locale, eu égard à la charge des engins découverts, on n'ose pas imaginer l'ampleur des dégâts qu'ils auraient pu occasionner.

Azedine M.

PLÉBISCITÉ, HIER, PAR LE 4e CONGRÈS DU MSP

Aboudjerra envisage de quitter le gouvernement

Aboudjerra Soltani, candidat unique à la présidence du Mouvement de la société pour la paix, a été réélu hier par le 4e Congrès. Dans son discours d'intronisation, il a annoncé son intention de se consacrer exclusivement à sa formation.

Photo : Djallel B.

Tarek Hafid Alger - (Le Soir) - Le président du MSP a eu droit, hier, à un véritable plébiscite de la part des 1400 délégués du 4e congrès ordinaire du MSP. Un congrès harassant pour les participants qui a été prolongé de 48 heures. Soltani, qui en sort renforcé, a déclaré que ces assises se sont tenues dans un «climat démocratique» et dans une «totale transparence».

«Le congrès a été souverain. Vous êtes les seuls initiateurs de cette victoire. Rien n'a été fait en dehors de cette salle et surtout n'allez pas croire ceux qui disent que nous avons fait l'objet de pression», a expliqué Aboudjerra Soltani dans son discours d'intronisation.

Le président du MSP laisse entendre qu'il n'y a eu aucune interférence de la part du pouvoir dans le déroulement du congrès. Soltani s'estime donc «bien élu». En bon gagnant, il rendra hommage à son rival, Abdelmadjid Menasra. «Ce n'est pas un retrait, c'est une concession (tanazoul) au profit du parti», dira-t-il à propos de Menasra. Le clan mené par ce dernier ayant fait preuve de «clairvoyance» à un «moment critique».

«Chaque individu a ses propres positions mais seul comptent les institutions. Les individus ne représentent rien devant les institutions du parti», lâchera-t-il.

Au terme de son allocution, Aboudjerra Soltani a annoncé son intention de se consacrer exclusivement à son poste de président du Mouvement de la société pour la paix. Le message est clair : Soltani envisage de quitter son poste de ministre d'Etat sans portefeuille. Il est utile de rappeler que les pro-Menasra avaient introduit une disposition interdisant le cumul dans le projet de statut. Cette disposition a été annulée par le congrès dès le retrait de Menasra. Mais il semble qu'elle fasse consensus au sein même du clan de Soltani. «Le président du parti abandonnera bientôt son poste de ministre. Il a tenu à se conformer au principe de non cumul à condition que cela ne lui soit pas imposé», a indiqué hier un cadre proche de Soltani.

Notons, par ailleurs, que la présidence du Majliss Echoura (Conseil consultatif) du MSP est revenue à Abderrahmane Saïdi, ex-vice président du parti.

En fait, il aura permuté avec Mohamed Magharia. Mokri pour sa part garde son poste de vice-président.

Le clan de Menasra, de son côté, enregistre une véritable débâcle. On annonce que certains membres de cette aile n'auraient même pas réussi à se faire élire au conseil consultatif.

Reste que ce congrès s'est achevé comme une comédie musicale. Une happy end où les ennemis de la veille se sont embrassés en s'offrant des friandises.

T. H.

VIOLENCES À L'ÉGARD DES ENFANTS

Enfin, le 3033 opérationnel !

A vos combinés. Le numéro vert 3033 lancé il y a 20 jours par le réseau algérien pour la défense des droits des enfants Nada, dans son programme «je t'écoute» est désormais opérationnel depuis hier. Tous les enfants victimes de violences, qui se sentent en danger, qui sont en conflit avec leurs familles, avec la justice et ou avec l'école peuvent téléphoner au numéro indiqué plus haut et trouveront une écoute auprès des professionnels, dont des psychologues, des juristes et des sociologues.

De 9h du matin à 21h, une équipe pluridisciplinaire, qui vient de bénéficier d'une formation accélérée de 15 jours, est mobilisée pour écouter, orienter et informer les appelants. Tous les appels seront par la suite transférés vers le Conseil consultatif, installé également dans ce cadre, pour décider de la suite à donner à l'appel de détresse.

La réaction est immédiate et l'opératrice doit disposer de l'information dans le cas où l'appelant se manifeste une seconde fois. Contacté hier pour en savoir plus sur la logique d'intervention de cette cellule d'écoute, le président du réseau Nada, Abderrahmane Arar, a déclaré que «l'existence de ce numéro n'a pas pour objectif d'effrayer la population ni de changer les mentalités mais il s'agit juste de mettre à la disposition des citoyens un outil de prévention et de sensibilisation sur les violences à l'égard des enfants.

Quel que soit leur degré, celles-ci restent inacceptables dans un pays qui garantit tous ses droits à l'enfant». Ainsi, derrière la cellule d'écoute et du numéro vert, tout un dispositif a été mis en place. Différents ministères et institutions d'Etat, comme la police, la gendarmerie, et aussi des associations sont mobilisés pour rendre justice aux enfants en détresse.

R. M.

CARDIOPATHIES CONGÉNITALES

Une meilleure prise en charge à l'intérieur du pays

Près de 10 à 20% d'enfants naissent en Algérie avec des pathologies cardiaques congénitales.

Et le nombre de malades est d'autant plus grandissant que les structures spécialisées existantes n'arrivent pas à les prendre en charge. «On compte près de 3 500 malades sur liste d'attente uniquement au niveau de la clinique médicochirugicale infantile de Bou Ismaïl (Tipasa)», nous précise le Dr Gharib, spécialiste en cardiologie infantile. Et d'ajouter : «On recense près de 1000 nouveaux cas annuellement.» Cet état de fait est à l'origine de la multiplication des prises en charge à l'étranger. Il faut savoir qu'une seule prise en charge à l'étranger coûte près de 30 000 euros au Trésor public. Ce qui a obligé l'Etat à revoir sa politique de prise en charge des cardiaques, notamment par la réalisation de nouvelles infrastructures spécialisées, mais également par la signature de conventions avec des cliniques privées.

Ainsi, la prise en charge à l'intérieur du pays réduira les coûts. Plusieurs cliniques se sont donc investies dans la cardiologie infantile, à l'image de la clinique Diar Essaâda. Depuis janvier 2008, elle est dotée d'un nouveau service de cardiologie infantile. D'une capacité de 30 lits, le service est à sa centième intervention, nous affirment les responsables. Plusieurs pathologies cardiaques y sont traitées par une équipe 100% algérienne. «C'est une équipe d'une vingtaine de personnes, spécialisées en cardiologie infantile», précise-t-on.

Le staff médical tente de mettre les enfants et leurs accompagnateurs dans une ambiance familiale afin d'atténuer leur souffrance. Des animations, comme celle à laquelle nous avons assisté mercredi dernier, y sont prévues.

W. Z.